



## **PRÉFET DE LA MEUSE**

Préfecture  
Secrétariat général  
Direction des usagers  
et des libertés publiques  
Bureau de l'environnement

### **ARRÊTÉ**

**N° 2013-2428 du 15 OCT. 2013**

**Portant déclaration d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux souterraines du forage  
« Au Petit Chênois » et l'instauration des périmètres de protection de ce point d'eau**

**Portant autorisation d'utiliser l'eau du forage « Au Petit Chênois » pour l'alimentation en  
eau destinée à la consommation humaine de la commune d'AMANTY**

**La préfète de la Meuse  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à 10 et R.1321-1 à 42,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à 6, L.215-13 et R.214-53,

**VU** le Code Forestier et notamment les articles L.311-1, L.312-1, L.411-1 et R.412-19 à R.412-27,

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié,

**VU** le décret du 14 septembre 2012 nommant Madame Isabelle DILHAC, préfète de la Meuse,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2013-0208 du 28 janvier 2013 accordant délégation de signature à Madame Hélène COURCOUL-PETOT, secrétaire générale de la préfecture de la Meuse,

**VU** la délibération du conseil municipal d'AMANTY du 20 août 2010,

**VU** l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 7 juillet 2011 relatif à la définition des périmètres de protection,

**VU** le récépissé de déclaration de prélèvement au titre du Code de l'Environnement délivré à la commune d'AMANTY 18 janvier 2012,

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous  
40 rue du Bourg BP 30512 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49  
site internet : [www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr)      mel : [pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU l'arrêté préfectoral n°2013-0555 du 25 mars 2013 prescrivant l'ouverture d'enquêtes publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 24 avril au 14 mai 2013 inclus sur le territoire de la commune d'AMANTY,

VU l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur déposés le 21 mai 2013,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 30 septembre 2013,

**CONSIDÉRANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune d'AMANTY énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

**CONSIDÉRANT** que les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune d'AMANTY doivent être en conformité avec la législation,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de protéger la ressource en eau de la commune d'AMANTY et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour du forage Au Petit Chênois ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine,

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Meuse,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1ER – OBJET DE L'ARRÊTÉ**

Le présent arrêté a pour objet de :

- déclarer d'utilité publique, au bénéfice de la commune d'AMANTY, les travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection ;
- d'autoriser l'usage de l'eau prélevée à des fins de consommation humaine du point d'eau suivant :

Nom du captage	Code BSS	Commune d'implantation	N° de parcelle	Section	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
					X	Y	Z
Forage Au Petit Chênois	0266-3X-0042	AMANTY	59	ZE	841 170	2 395 680	402

## **CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE DÉRIVATION DES EAUX DU FORAGE « AU PETIT CHÊNOIS »**

### **ARTICLE 2 – DÉRIVATION DES EAUX**

Les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel du forage « Au Petit Chênois » situés sur le ban de la commune d'AMANTY sont déclarés d'utilité publique.

## **CHAPITRE 2 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION**

### **ARTICLE 3 – DÉSIGNATION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION**

Sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection suivants du forage « Au Petit Chênois », ainsi que les travaux qui s'y rapportent et les servitudes associées.

Ils sont établis sur la base de la déclaration délivrée au titre du Code de l'Environnement pour un débit annuel maximum de 16 500 m<sup>3</sup> conformément aux plans en annexe du présent arrêté et comprennent :

- Un périmètre de protection immédiate qui s'étend sur la commune d'AMANTY sur la parcelle ZE59 d'une surface de 400 m<sup>2</sup>,
- Un périmètre de protection rapprochée qui s'étend sur la commune d'AMANTY (parcelles cadastrées 16 à 18 de la section ZA, 1, 2, 55pp, 56 à 60 de la section ZE, 3 de la section ZI) d'une surface de 44,6552 ha.

#### **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES**

Toutes mesures doivent être prises pour que le maire d'AMANTY et l'ARS de Lorraine soit avisés sans délai de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection y compris sur les portions de voies de communication traversant ces périmètres.

D'une manière générale, à l'intérieur de ces périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement.

#### **ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

##### **ARTICLE 5.1 : PROPRIÉTÉ DES TERRAINS**

Le terrain inclus dans le périmètre de protection immédiate du forage « Au Petit Chênois », ainsi que la parcelle ZE59, doit rester la propriété de la commune d'AMANTY.

##### **ARTICLE 5.2 : DÉLIMITATION DES TERRAINS**

Une clôture doit être mise en place avant l'exploitation du forage, en limite du périmètre de protection immédiate, de manière à interdire l'accès aux ouvrages de prélèvement.

##### **ARTICLE 5.3 : AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES TERRAINS**

Le terrain délimité par ce périmètre, ainsi que ses abords, sont régulièrement entretenus et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité et installation y sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'entretien du point d'eau, de l'emprise protégée et de sa clôture, et à l'exploitation des installations et du réseau d'eau potable.

Les emprises protégées sont nettoyées (tonte, débroussaillage...) et les résidus de coupe sont évacués en dehors du périmètre de protection immédiate. L'emploi de produits chimiques, produits phytosanitaires ou fertilisants y est strictement interdite, y compris au niveau des clôtures.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur cette emprise, soit en facilitant leur transit et leur évacuation.

#### **ARTICLE 6 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE ET PRESCRIPTIONS**

Dans le périmètre de protection rapprochée, la commune d'AMANTY peut instaurer un droit de préemption urbain et prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, dans les conditions définies aux articles L.211-1 du code de l'urbanisme et R.1321-13-3 et 4 du code de la santé publique.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-après.

Le comblement des excavations est réalisé avec des matériaux naturels inertes n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

Les travaux de voirie existante sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes. Tout projet de nouvelle voie de communication doit prendre en compte l'existence du point d'eau et proposer un système d'assainissement des eaux pluviales adapté. L'entretien des talus, des fossés et des accotements des chemins avec des produits phytosanitaires est interdit.

Dans les bois, l'utilisation de produits phytosanitaires est seulement autorisée en cas d'attaque grave pouvant mettre en cause la survie des peuplements après avis des autorités compétentes.

Les cultures maraîchères sont autorisées sous réserve du respect des mêmes contraintes que les autres activités agricoles sur les amendements. L'utilisation de produits phytosanitaires pourra être interdite en cas d'apparition de la molécule en excès dans la ressource.

Les stockages et dépôts de toute nature sont interdits à l'exception :

- des places de dépôts de bois nécessaires à l'exploitation forestière,
- du dépôt temporaire de fumier ou de compost en limite ouest de la parcelle ZI3 sur une largeur maximale de 10 mètres sous réserve de l'absence d'augmentation de la teneur en nitrates au captage. Si le suivi de ce paramètre dans le cadre du contrôle sanitaire met en évidence une augmentation de sa teneur, ce dépôt sera interdit sans délai.

Sont par ailleurs interdites dans ce périmètre les activités suivantes :

- L'ouverture d'excavations de plus de 2 m de profondeur, sauf celles indispensables à la création ou à l'amélioration des réseaux techniques ;
- L'ouverture ou exploitation de carrière ;
- La pose de canalisations de toute nature, à l'exception des canalisations d'eau potable ;
- Toute construction ;
- Le retournement des prairies existantes ;
- L'implantation de serres et pépinières ;
- La création de plan d'eau ;
- Les rejets et épandages d'effluents organiques liquides de toute nature, ainsi que l'épandage des boues de station d'épuration ;
- Le défrichement et le brûlage des rémanents ;
- L'agrainage en station fixe ;
- L'abandon et l'enfouissement de cadavres et de sous-produits de gibiers résultant de parties de chasse.

#### **ARTICLE 7 – RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS, INSTALLATIONS ET DÉPÔTS EXISTANTS À LA DATE DU PRÉSENT ARRÊTÉ**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de notification du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de trois ans.

#### **ARTICLE 8 – INDEMNISATION DES SERVITUDES**

La commune d'AMANTY indemnise tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite de prescriptions particulières, imposées par la protection des points d'eau et de leurs ouvrages annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur. L'indemnisation est examinée au cas par cas et doit être justifiée par un dommage direct, matériel et certain.

#### **ARTICLE 9 – AVIS COMPLÉMENTAIRE D'UN HYDROGÉOLOGUE AGRÉÉ**

Lors d'une création ou modification, d'installation, dépôt ou activité ou de toute autre occupation et utilisation du sol dans les périmètres de protection rapprochée ou éloignée, susceptible de mettre en cause la qualité des eaux souterraines, le Préfet peut demander, aux frais du pétitionnaire, si la complexité du dossier le justifie, l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

## **ARTICLE 10 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES**

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique peut être puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du même code, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique peut être puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

## **CHAPITRE 3 : AUTORISATION D'UTILISER LES EAUX PRÉLEVÉES EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

### **ARTICLE 11 – AUTORISATION D'UTILISER L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

La commune d'AMANTY est autorisée à utiliser l'eau en vue de la consommation humaine à partir de la prise d'eau du forage « Au Petit Chênois ».

### **ARTICLE 12 – CONCEPTION ET ENTRETIEN DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION**

Les ouvrages servant aux captages, à la production et la distribution de l'eau doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 13 – TRAITEMENT DE L'EAU**

Avant distribution, les eaux brutes captées doivent faire l'objet d'un traitement de désinfection afin de permettre d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

### **ARTICLE 14 – SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU**

La commune d'AMANTY est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont elle a la responsabilité. Elle veille notamment à la protection de ses ressources ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant et mis à disposition des autorités de contrôle.

### **ARTICLE 15 – CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de la Meuse de l'ARS de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites par l'ARS après information du pétitionnaire. A ce titre, au vu du contexte hydrogéologique, un suivi particulier du fluor doit être réalisé la première année à raison d'une analyse par mois.

La détection de substances polluantes de manière persistante, et en quantité significative proche de la limite de qualité, est suivie d'une étude diagnostique, à la charge du pétitionnaire, sur les origines de la contamination et sur les mesures de gestion à mettre en œuvre pour réduire cette pollution.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé et sont à la charge de l'exploitant.

Les installations de captages, de production et de distribution demeurent accessibles aux agents en charge du contrôle.

## **CHAPITRE 4 : TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ A RÉALISER**

### **ARTICLE 16 : MISE EN CONFORMITÉ**

Ces travaux, réalisés à l'initiative de la commune, comprennent :

- Suppression des arbres au sein du périmètre de protection immédiate,
- Mise en place d'une clôture avec portail fermant à clef autour du périmètre de protection immédiate,
- Création d'une station de pompage,
- Création d'un réservoir,
- Mise en place d'un système de traitement de désinfection,
- Mise en place de compteurs.

## **CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 17 : MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

Tout projet de modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation au système actuel de production et distribution de l'eau (ouvrages et installations), à son mode d'utilisation, tout projet de réalisation de travaux ou d'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité sanitaire accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

### **ARTICLE 18 – PIÈCES ANNEXES**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 - État parcellaire du périmètre de protection immédiate ;
- Annexe 2 - État parcellaire du périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe 3 - Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate ;
- Annexe 4 - Plan du périmètre de protection rapprochée.

### **ARTICLE 19 – MISE EN ŒUVRE ET NOTIFICATION**

Le présent arrêté est transmis à la commune d'AMANTY en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.
- la notification individuelle, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un extrait du présent arrêté aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, afin de les informer des servitudes qui grèvent leur terrain.  
Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet à l'Agence Régionale de Santé, dans un délai de 3 mois après la date de notification susvisée, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

- l'affichage en mairie d'AMANTY pendant une durée d'au moins 2 mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes.

Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire de la commune concernée.

- La conservation en mairie d'AMANTY de l'acte portant déclaration d'utilité publique.

Cette collectivité délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées, et met à leur disposition une copie de l'arrêté.

- L'insertion de l'acte dans les documents d'urbanisme qui doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de sa signature. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Un avis relatif à cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Cet arrêté doit être publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Les propriétaires des parcelles incluses dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée doivent informer les locataires et les exploitants des terrains, de l'établissement de la protection des points d'eau faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes qui s'y rapportent.

#### ARTICLE 20 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy :

- au titre du code de la santé publique, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.
- au titre du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

#### ARTICLE 21 – DIFFUSION ET INFORMATION

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au président du Tribunal Administratif de Nancy,
- au directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au président du Conseil Général de la Meuse,
- au président de la Chambre d'Agriculture de la Meuse,
- au directeur de l'Office National des Forêts,
- au directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Lorraine.

#### ARTICLE 22 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Meuse, la sous-préfète de Commercy, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires de la Meuse et le Maire d'AMANTY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Bar-le-Duc, le 15 OCT. 2013

La préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale,

Hélène COURCOUL-PETOT



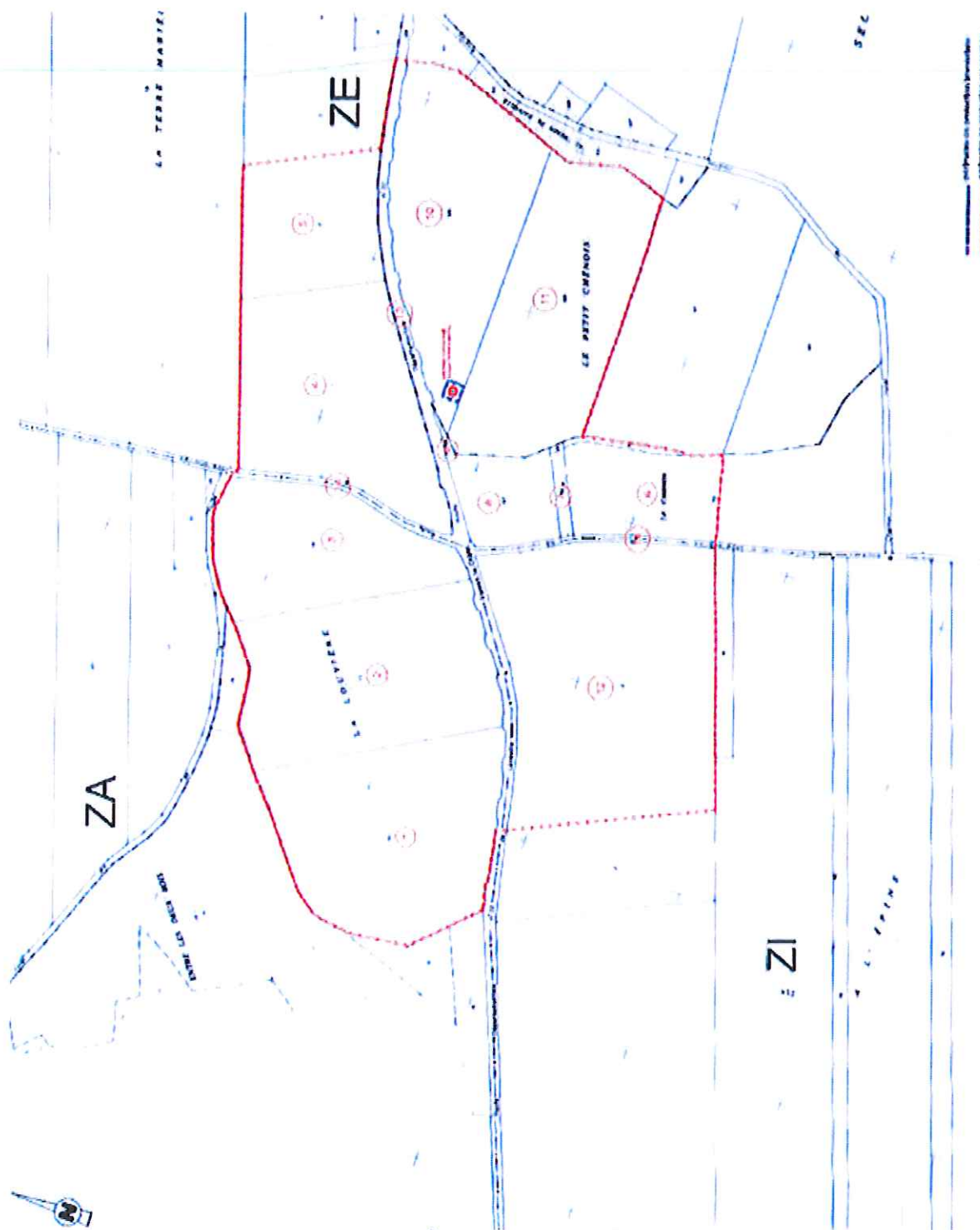








Annexe IV : Plan du périmètre de protection rapprochée (1/5000)



Vo pour être annexé  
 À la délibération de ce jour,  
 B. 15 OCT. 2013  
 L2 (1/1)

Pour le Préfet,  
 La Secrétaire Générale,

*[Signature]*  
 Hélène COURCOUL-PETOT